



ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE

Jean Pierre VILLAESCUSA

Président de la Commission de l'UE



Une semaine d'actualité

En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs le **112** est le numéro unique d'appel

Présidence irlandaise Le site <http://www.eu2013.ie/fr/>

Economie. Wolfgang Schäuble propose une solution intergouvernementale sur l'union bancaire Le ministre des Finances allemand n'abandonne pas la révision des traités. **David Cameron tente de désamorcer la surenchère eurosceptique** qui clive son parti en inscrivant dans un projet de loi sa promesse de convoquer un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE d'ici 2017.

Lutte contre la fraude fiscale. L'Europe fait encore du sur place.

François Hollande devant la Commission. Le président de la République devait à cette occasion convaincre l'Union européenne du bien-fondé de sa politique, qui consiste à tenir ses engagements budgétaires sans tuer la croissance. **Devant la presse, il a demandé plus d'Europe.**

Union bancaire Mutualiser dès à présent les dettes des banques de la zone euro, comme le souhaite la BCE, ou attendre que chaque pays ait fait le ménage chez lui, comme l'exige Berlin ? Il faut faire les deux, estime l'Eurogroupe. Reste à savoir comment les concilier.

Libre-échange entre l'UE et les Etats unis, les Cinq semaines à venir sont cruciales.

Mais encore, Incertitude politique à Sofia, 50 000 victimes des laboratoires pharmaceutiques occidentaux en ex-RDA, et l'UE qui s'attaque aux filières d'acheminement des combattants européens en Syrie

JPV

INSTITUTIONS

François Hollande fait miroiter une union politique aux contours encore incertains

Fait plutôt rare, **la conférence présidentielle a largement été consacrée à l'Europe,** dont l'approfondissement devient pour François Hollande une « affaire d'urgence ».

26.02.2014

Le président ne se contente plus de « **l'intégration solidaire** » en Europe. Il ose désormais **le champ de « l'union politique »**, mais ne peut encore proposer de vision claire de ce chantier titanesque

Pour en savoir plus « **Quels que soient les gouvernements en place** », a estimé François Hollande au cours de sa conférence de presse du 16 mai, « **l'union politique** » doit avoir une substance d'ici « **deux ans** ».

Historiquement, la France a plutôt été à l'arrière-garde de ce combat, quand elle ne l'a pas freiné.

En 1994, le pays ne donne pas suite aux propositions de Wolfgang Schäuble et Karl Lamers, tous deux issus de la droite allemande, pas plus qu'il ne répond à l'appel du pied de Joschka Fischer, ancien ministre Vert des Affaires étrangères, qui évoquait, en 2000, la nécessité d'un parlement européen à deux chambres et « l'élection directe d'un président doté de vastes pouvoirs exécutifs ». « **L'idée européenne exige le mouvement** », assure aujourd'hui François Hollande, sans pour autant lever l'ambiguïté persistante de ses desseins.

Depuis le début de la crise, l'Allemagne brandit régulièrement l'union politique quand la France prône **l'union bancaire et les mesures sociales**. Une sorte de remake du dialogue de sourds qui existait déjà dans les années 1990 : **Berlin voulait avancer sur les aspects institutionnels, quand Paris réclamait une monnaie unique** sans montrer d'ambition particulière sur le premier volet.

FRANCE ALLEMAGNE

Schaüble propose une solution intergouvernementale sur l'union bancaire

Après avoir présenté la modification des traités comme un prérequis pour parachever l'union bancaire, le ministre des Finances allemand propose **une voie alternative, sans rien abandonner de son premier projet**.

Dans une tribune publiée par le Financial Times daté du 13 mai, Wolfgang Schäuble propose **un schéma en deux étapes**, afin de faire avancer les aspects de « gouvernance » et de « responsabilité » sur l'Union bancaire, lesquels font « débat », reconnaît-il.

A court terme, l'alternative au changement de traité reposerait sur **la mise en réseau des autorités nationales, qui agiraient en tant qu'organismes de résolution des crises bancaires en Europe**, mais **une fois les règles de Bâle en vigueur** et après l'adoption par les Etats d'une directive que la Commission européenne doit présenter d'ici l'été. Union bancaire en « bois » **Cette solution temporaire créerait une union bancaire « de bois »** et non « d'acier », admet le ministre, mais elle permettrait d'avancer avant d'engager le processus de changement des traités

GRANDE BRETAGNE

Pour en savoir plus **Les pressions eurosceptiques de plus en plus fortes au Royaume-Uni**

David Cameron aurait probablement dû rester à Londres lundi. En visite à Washington pour rencontrer Barack Obama, le Premier ministre britannique a **rappelé son soutien à "la création d'une zone de libre-échange entre l'UE et les Etats-Unis"**

Mais à Londres, **la question du référendum britannique sur l'appartenance à l'UE a fait la Une des médias**. Deux ministres du gouvernement se sont officiellement prononcés ce week-end pour un retrait du Royaume-Uni et Cameron tente de calmer le jeu en inscrivant dans un projet de loi sa promesse de convoquer un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE d'ici 2017.

Selon ce texte, présenté par les Tories, le libellé de la question posée lors du référendum sera : "Pensez-vous que le Royaume-Uni devrait rester un membre de l'Union européenne?"

Le projet de loi, qui précise également que le référendum doit être organisé avant le 31 décembre 2017, est très vraisemblablement voué à l'échec au Parlement en raison de l'opposition des Travailleurs et des Libéraux-Démocrates, membres de la coalition gouvernementale et europhiles déclarés.

"Interloqués" par l'initiative, les "Lib-Dém" ont fait savoir qu'ils préféreraient se concentrer sur les "vrais" problèmes du pays, "l'emploi et la croissance".

Difficile de garder le moral...

- ▶ **Les Français n'ont plus foi dans le projet européen [Le Monde/Reuters]**
- ▶ **Une étude révèle un détachement croissant par rapport à l'UE [Euractiv/Reuters]**
- ▶ **L'Europe, une histoire d'amour déchu [Libération]**

PARLEMENT

Cette semaine au Parlement:

En cette semaine de réunions de commissions parlementaires et de groupes politiques, les députés débattent de **la situation au Mali** et des **négociations sur le budget européen**. Au programme, on retrouve aussi un séminaire pour les journalistes sur **la révision des règles de protection des données**, l'inauguration d'une **exposition sur le Prix Nobel de la Paix reçu en 2012**, et les préparatifs de la session plénière de la semaine prochaine. Vendredi sera la **journée internationale contre l'homophobie**.

COMMISSION/CONSEILS

Combattants Européens en Syrie : l'UE contre-attaque

Les membres du Conseil européen qui se réuniront en juin prochain se pencheront sur le cas des jeunes Européens partant combattre en Syrie. Recrutés par des réseaux terroristes tels Sharia4, Millatu Ibrahim ou Forsane Allizza, ils seraient actuellement "plusieurs centaines" en territoire syrien au sein de groupes modérés ou salafistes. Face à ce phénomène, le Conseil européen devrait prendre en juin d'éventuelles mesures face aux dangers potentiels de leur retour en Europe

Visite de François Hollande à Bruxelles

26.02.2014

Le président français s'engage à poursuivre les réformes

Une visite Historique, c'est en effet que c'est **la première fois depuis 1997** qu'un chef d'Etat français rencontre l'ensemble du collège de la Commission européenne.

Si José Manuel Barroso a affirmé que le président français ne venait pas "passer un examen" devant la Commission européenne, le président de la Commission voulait avant tout "rappeler à la France qu'elle doit mener des réformes en échange du délai de deux ans accordé pour ramener son déficit public à 3 % du PIB".

Pour en savoir plus Un chômage à donner le vertige, une jeunesse désemparée, des entreprises appuyant sur la pédale de frein, des opinions ulcérées par la tournure du projet européen et des politiques las de ne pas pouvoir éteindre tous ces incendies à la fois. **A Bruxelles, le 15 mai, François Hollande et José Manuel Barroso n'ont pas caché leur impatience.** Tous deux pointent les lenteurs de la mise en œuvre des mesures de croissance, mais **les outils européens n'ont pas été conçus pour des interventions éclair.** Des décisions sont attendues la semaine prochaine pour corriger le tir. Parmi les autres thèmes abordés lors de cette rencontre, l'accord commercial Etats-Unis/Union européenne.

ETATS

Allemagne

Des chemins pour sortir du piège du vieillissement

"La population allemande diminue et vieillit", constate **Handelsblatt** à la veille d'un **sommet sur la démographie** organisé par la chancelière Angela Merkel. L'Allemagne avec 82,5 millions d'habitants en 2003, n'en comptait plus que 81,7 millions en 2011, et que les statistiques prévoient une baisse à environ 65 millions en 2060.

Si le pays ne réagit pas, la population active passera de 50 à 42 millions en 2030. Face à ce problème, "le ministre de l'Economie Philipp Rösler mise sur l'immigration". Angela Merkel, elle, devrait appeler les entreprises à continuer de former les employés plus âgés.

Autriche

Secret bancaire

L'Autriche devrait abandonner officiellement son blocage et la ministre des Finances, Maria Fekter, cesser de compliquer les négociations de la commission sur la fiscalité de l'épargne avec les pays tiers. Les trois conditions énoncées par l'Autriche devraient être acceptées par la Commission. A suivre

Bulgarie

ÉLECTIONS Cherchez l'Europe

Dans la campagne pour les législatives du 12 mai, l'Europe était la grande absente. Sauf s'il s'agit d'appeler à la sortie de l'UE -- comme le fait l'extrême-droite -- ou de promettre que les fonds européens continueront bien d'abreuver les caisses du pays -- comme le font les deux principaux partis. **Source SEGA Sofia**

Pour en savoir plus Un scrutin serré et contesté Au vu des résultats, aucune majorité claire ne s'est dégagée du scrutin. Les conservateurs, emmenés par Borisssov sont arrivés en tête (31% des suffrages exprimés) mais n'ont pas obtenu suffisamment de voix pour former à eux seuls un gouvernement, ce qui annonce un blocage probable des négociations pour la formation d'un futur gouvernement. Conservateurs et les socialistes (27% des voix) ne pourront probablement pas s'entendre en raison d'une campagne délétère menée de part et d'autre de l'échiquier politique bulgare.

Espagne

Près de 40 000 logements saisis en 2012

Pour la première fois, le chiffre, des saisies immobilières a été officiellement dévoilé. Près de 40 000 logements ont été saisis en Espagne l'an passé à la suite d'impayés, a annoncé la Banque d'Espagne, vendredi 10 mai, alors que les expulsions de propriétaires et de locataires surendettés soulèvent l'indignation dans ce pays en crise.

39 167 habitations ont été saisies au cours de l'année. Parmi ces logements, 32 490 étaient considérés comme des résidences habituelles, par opposition aux résidences secondaires ou aux logements destinés à être loués.

Grèce

Les Grecs interdits de manifestation en vertu d'une loi d'urgence

La Grèce a menacé d'arrêter des enseignants d'écoles secondaires s'ils participent à une grève nationale qui pourrait perturber les examens d'entrée dans les universités commencés cette semaine, selon le Journal officiel du gouvernement

Lettonie

Les apatrides russes en mal d'identité

Héritage de l'indépendance du pays à la fin de l'URSS, le statut de la minorité russophone continue de diviser la société. Après l'échec d'un référendum sur l'usage de la langue russe, c'est la question de la citoyenneté qui est aujourd'hui en débat.

Au cœur de ses préoccupations actuelles se trouvent désormais ceux qu'on appelle **les non-citoyens**.

Pour en savoir plus Vladimir Linderman qui avait déclenché les passions avec son idée de **référendum pour légaliser le russe comme deuxième langue officielle** en Lettonie souhaiterait que ces "*aliens*", en majorité des personnes de nationalité russe, sans citoyenneté lettonne ou autre, puissent obtenir automatiquement un passeport letton. [La Lettonie fait la différence entre la citoyenneté et la nationalité. La citoyenneté marque l'appartenance à un pays, la nationalité est déterminée selon un critère ethnique].

Tandis que **le Kremlin se désole de la situation** soi-disant déplorable des russophones apatrides, la majorité des non-citoyens auraient pourtant plutôt tendance à ne rien vouloir changer.

Pologne

Le gaz de schiste réservé aux Polonais

26.02.2014

Quelques jours après **la décision** des entreprises américaines Marathon Oil et Talisman Energy **d'arrêter la fracturation hydraulique en Pologne**, des informations font état de l'opposition du géologue et vice-ministre de l'Environnement Piotr Woźniak à des investissements dans l'extraction du gaz de schiste. Les responsables du secteur énergétique poussent pour que **cette industrie reste entre des mains polonaises.**

Achat immobilier . Une aide pour les plus jeunes

Selon un nouveau projet de loi du gouvernement, les Polonais âgés de moins de 35 ans "pourront compter sur un important soutien de l'Etat lorsqu'ils achèteront leur premier appartement ou leur première maison", rapporte Gazeta Wyborcza. Le gouvernement est prêt à couvrir 10% du prix final dans le cas de couples sans enfants ou de personnes célibataires. Celles avec enfant recevront une subvention de 15%. La loi en prévision, qui doit déjà être adoptée par le Parlement, pourrait prendre effet à partir de 2014

Suède

C'est en Suède que les écarts de revenus croissent le plus"

Parmi les 34 pays membres de l'OCDE, la Suède est celui où les écarts de revenus croissent le plus vite, selon un rapport de l'organisation sur ce sujet.

Même si la Suède demeure parmi les 10 pays les plus égalitaires.

La plupart des Suédois ont vu leur niveau de vie augmenter ces dernières décennies, mais l'écart augmente rapidement. La Suède est le pays où la pauvreté relative a augmenté le plus depuis 1995 [de 4% de la population à 9%] Elle est ainsi passée de la première à la quatorzième place, tout en restant en-dessous de la moyenne de l'OCDE (11%).

Tchéquie

Les Roms tchèques veulent la création de leur propre parti politique

Près de cent représentants roms de tout le pays se sont donnés rendez-vous ce samedi à Prague, pour finaliser les préparations liées à la création du Parti démocrate rom. Le chef du comité préparatoire, Miroslav Tancoš, a affirmé que les Roms avaient besoin d'une formation politique propre, qui veille sur leurs droits et intérêts. Un tiers des 250 000 Roms, qui habitent en République tchèque, vivent sous le seuil de pauvreté, et un grand nombre de Roms est confronté au problème du chômage

RELATIONS EXTERIEURES/ETATS HORS UE

Libre-échange Europe-Etats-Unis : les négociations seront difficiles

Cinq semaines cruciales : David Cameron en visite, lundi 13 mai à Washington, a plaidé pour lancer les négociations sur le libre-échange entre l'Europe et les Etats-Unis en marge du sommet du G8, les 17 et 18 juin en Irlande du Nord.

Pour l'heure, des deux côtés de l'Atlantique, chacun prépare ses arguments : le Congrès a donné 90 jours à M. Obama pour engager les discussions et les Etats de l'Union discutent du mandat qu'ils devront donner à la Commission avant le 14 juin.

26.02.2014

Mais, d'ores et déjà, les tractations s'annoncent ardues et pourraient durer de deux à trois ans, tant l'enjeu et les sujets de friction sont sensibles.

Bruxelles accordera 520 millions d'euros au Mali

Et ce entre 2013 et 2014, a déclaré José Manuel Barroso à la presse.

La France a pour sa part fait savoir que sa contribution devrait tourner autour de **280 millions d'euros**.

Le Mali évalue à près de deux milliards d'euros le montant nécessaire pour reconstruire le pays, où la France est intervenue en janvier pour chasser les rebelles islamistes qui occupaient le nord du pays.

ECONOMIE/FINANCE

La zone euro s'enlise dans la récession"

Le 15 mai, les chiffres de la croissance en Europe sont tombés comme un coup de massue : **l'économie de la zone euro recule pour le sixième trimestre consécutif**. C'est la plus longue période de baisse de la croissance depuis la création de la monnaie unique, note la presse européenne.

Avec une croissance de - 0,2% en moyenne au premier trimestre (contre - 0,1% dans l'UE à 27) et des perspectives guère meilleures sur l'ensemble de l'année (- 0,7%), le "double dip" tant redouté est devenu réalité. Un résultat que la presse attribue en grande partie aux politiques d'austérité.

La France est entrée dans sa deuxième récession en quatre ans

Selon les chiffres de l'Institut national de la statistique, le produit intérieur brut a diminué de 0,2% au premier trimestre 2013 par rapport aux trois mois précédents, après une contraction équivalente fin 2012. **L'annonce de l'Insee est intervenue juste avant le déplacement du président de la République à Bruxelles, pour une rencontre avec la Commission européenne** qui devait être l'occasion d'aborder les réformes structurelles réclamées à Paris en contrepartie du desserrement de l'étau budgétaire.

Tergiversations à Bruxelles au sujet de l'union bancaire et de la lutte contre la fraude fiscale

le Luxembourg s'était dit prêt, il y a quelques semaines, à revoir sa position sur le secret bancaire. Finalement, il n'en est rien., La ministre autrichienne des Finances **Maria Fekter**, a trouvé mardi un allié de poids en la personne de **Luc Frieden** lors du Conseil ECOFIN .

Son homologue luxembourgeois a fait preuve de résistance lors des discussions sur la lutte contre la fraude fiscale.

Les deux ministres n'ont pas encore "complètement levé leurs restrictions" à l'encontre du projet de révision et d'élargissement de la directive européenne sur la fiscalité de l'épargne, qui prévoit "l'échange automatique d'informations sur les intérêts versés à des personnes physiques non résidentes

Une **stratégie de louvoiement et d'évitement** menée par le Luxembourg et l'Autriche. Les positions pourraient évoluer lors du prochain Conseil européen, à la fin du mois de mai : "Le chancelier autrichien socio-démocrate semble plus

26.02.2014

ouvert que sa ministre des Finances connue pour ses positions ultra-conservatrices en matière de secret bancaire".

CHYPRE

L'Eurogroupe met la main à la poche

Réunis à Bruxelles ce 13 mai, les ministres des Finances de la zone euro devraient débloquer une première tranche d'aide de 3 milliards d'euros pour Chypre. *"Deux milliards seront versés mi-mai, le troisième, fin juin"*

Sur les 10 milliards du mémorandum d'entente avec la troïka des créiteurs internationaux (UE, BCE, FMI), "9 sont à la charge du Mécanisme européen de stabilité et 1 à la charge du Fonds monétaire international", et que ce dernier "doit discuter et approuver sa contribution au programme d'aides le 15 mai."

L'Eurogroupe examinait également le rapport sur le blanchiment d'argent à Chypre. La Finlande et la Slovaquie demandent que le versement de la tranche soit soumis à des conditions supplémentaires concernant justement le blanchiment par les banques chypriotes.

Budget 2013 : les Etats prêts à donner 7,3 milliards

Les ministres de l'Economie de l'UE ont donné leur accord de principe, sous réserve d'un compromis global sur le cadre financier 2014-2020 de l'UE.

Pour en savoir plus La Commission européenne estime les besoins nécessaires pour boucler l'année 2013 à 11,2 milliards d'euros. Mais pas question pour le moment pour les Etats de se montrer si généreux. Lors d'une réunion à Bruxelles, mardi 14 mai, **les ministres des Finances se sont mis d'accord pour accorder une rallonge de 7,3 milliards d'euros, maximum.** Six pays (Royaume-Uni, Pays-Bas, Finlande, Suède, Danemark et Autriche) **ont cependant voté contre cette mesure** (insuffisant pour bloquer le texte). Ils sont **tous contributeurs nets au budget de l'UE.** Les vingt-sept précisent toutefois qu'il s'agit d'une décision « politique », qui sera validée de façon formelle lorsque les négociations sur le cadre financier pluriannuel 2014-2020 de l'UE seront terminées.

Nouvelle négociation à l'automne ?

Reste à savoir maintenant **comment le Parlement va réagir** car il réclame, comme la Commission, 11,2 milliards d'euros.

Le total des besoins réels s'élèverait à près de 17 milliards.

ENVIRONNEMENT/ENERGIE

Le secteur du gaz « dans un état désastreux », selon le président d'Eurogaz

La consommation de cette énergie conventionnelle décline face aux importations de charbon et à l'essor des énergies renouvelables

Pour en savoir plus La consommation de gaz a baissé de 2 % en 2012, après une chute de 10 % l'année précédente. **D'une part, les centrales nucléaires en utilisent moins** et d'autre part, la demande structurelle décline en raison des dispositifs d'efficacité énergétique et du recours à d'autres sources d'énergie. Aujourd'hui, **le gaz représente un quart de l'énergie primaire consommée**

26.02.2014

en Europe, par 200 millions de personnes.

La substitution par le charbon

Le gaz n'est plus compétitif en Europe en raison de **l'afflux de charbon américain** bon marché

Option du gaz de schiste Un « pied de nez » à la politique européenne de l'énergie qui entend réduire les émissions de carbone. « Nous rejetons le gaz de schiste et nous importons du charbon »

La politique énergétique européenne sera évoquée lors du conseil européen du 22 mai. Le président d'Eurogaz appelle les ministres européens à **relancer l'investissement dans le secteur du gaz**

SOCIAL/PRACTIQUE

Le pape François veut "garantir la protection juridique de l'embryon"

Le pape François a demandé, ce dimanche, à Rome, "une garantie juridique de l'embryon" défendant la "sacralité de la vie humaine" à l'occasion d'une grande marche "pro-vie". C'est la première fois qu'il s'exprime sur ce sujet sensible

Exception culturelle : Paris se trouve des alliés et rallie 13 pays de l'Union"

La ministre de la Culture française, **Aurélie Filippetti**, est parvenue à convaincre 13 de ses homologues de signer **une lettre, envoyée à la Commission européenne et à la présidence irlandaise de l'UE**, pour **exclure le cinéma et l'audiovisuel du projet d'accord de libre-échange avec les Etats-Unis**.

Pour en savoir plus Le texte est paraphé par les représentants allemand, autrichien, belge, bulgare, chypriote, espagnol, hongrois, italien, polonais, portugais, roumain, slovaque et slovène.

La ministre relève que "par cette lettre, ce sont donc **quatorze Etats européens, représentant une vaste majorité de la population de l'UE**" — on remarquera **l'absence du Royaume-Uni et des Pays-Bas** notamment — qui demandent le maintien de cette "exception culturelle" consistant à exclure les services audiovisuels [...] de tout engagement de libéralisation commerciale, face à "la puissance de l'industrie audiovisuelle américaine".

PRESSE EUROPEENNE

Quand l'Allemagne de l'Est servait de cobaye aux labos

Plus de 50 000 personnes de l'ex-Allemagne de l'Est communiste ont été la cible de tests, souvent à leur insu, selon "Der Spiegel".

Pour en savoir plus Certains y ont laissé la vie. Plus de 50 000 personnes de l'ex-Allemagne de l'Est communiste ont servi de cobayes pour les groupes pharmaceutiques occidentaux, souvent à leur insu, selon un article de l'hebdomadaire allemand **Der Spiegel**, paru dimanche 12 mai. Au total, plus de 600 études dans 50 cliniques ont été menées jusqu'à la chute du Mur de Berlin en 1989.

Des documents inédits du ministère est-allemand de la Santé, ainsi que de la Stasi et de l'Institut allemand des médicaments, font apparaître deux morts à

26.02.2014

Berlin-Est lors d'essais concernant le Trental, un produit améliorant la circulation sanguine, développé par le groupe ouest-allemand Hoechst (fusionné depuis avec Sanofi). Deux morts ont également été recensés près de Magdebourg, lors d'essais d'un médicament contre la tension pour Sandoz, racheté depuis par le groupe suisse Novartis.

EUROPE, ÉTAT DES LIEUX Le Vieux continent se porte bien, merci

FOREIGN POLICY WASHINGTON DC

Les déclinistes du monde entier répètent à qui veut l'entendre que l'Union européenne est condamnée à cause de sa faiblesse structurelle et de la crise économique. Mais dans bien des domaines, l'UE tient son rang face à des puissances mondiales comme la Chine ou les Etats-Unis, selon Mark Leonard et Hans Kundnani. Extraits.

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/3764291-le-vieux-continent-se-porte-bien-merci?xtor=RSS-9>

ALLEMAGNE : "Une cuisante défaite pour Google"

Die Welt, 15 mai 2013

Le 13 mai, la Cour de justice fédérale allemande a jugé que le système de saisie semi-automatisé du moteur de recherche de Google porte atteinte aux droits des particuliers et des entreprises.

Pour illustrer cette méthode, l'édition compacte de Die Welt publie le résultat d'une telle recherche sur la chancelière allemande:

Angela Merkel / Angela Merkel naturisme / Angela Merkel twitter / Angela Merkel CV / Angela Merkel maillot de bain / Angela Merkel Joachim Sauer [le mari d'Angela Merkel] / Angela Merkel thèse / Angela Merkel privé / Angela Merkel contact / Angela Merkel vacances

"Dans ce cas-là, les compléments ajoutés par Google sont modérés et amusants", note le quotidien. Mais Google est désormais obligé de les effacer lorsqu'une personne estime qu'ils portent atteinte à ses droits.

La Cour a donné raison à un entrepreneur qui avait porté plainte contre Google pour avoir associé automatiquement les mots "scientology" et "fraude" à son nom.

PORTUGAL : "Berlin critique l'austérité et accuse Barroso d'incompétence"

Público, 16 mai 2013

Des dirigeants allemands ont critiqué la politique d'austérité et de hausse des impôts – les deux outils économiques favorisés par la troïka – accusant la Commission européenne d'incompétence et de rigidité, selon le quotidien.

"Berlin considère que les hausses d'impôts sont une erreur qui pénalisent les populations en difficulté et empêchent la croissance", écrit Público sans citer de sources.

"L'agacement de Berlin" est particulièrement dirigé vers la Commission européenne et son président José Manuel Barroso dont le quotidien dit que, paradoxalement, il applique "des mesures d'austérité aux pays concernés par des plans de sauvetage implicitement présentés à Bruxelles à la suite de demandes allemandes".

26.02.2014

Une chancelière made in RDA

WELT AM SONNTAG BERLIN

D'où vient Angela Merkel ? Comment a-t-elle formé sa pensée politique? Les Allemands, comme les autres Européens, se posent souvent ces questions. A l'approche des législatives de septembre, une biographie cherche la clé de son succès dans son enfance en RDA. Extraits.

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/3776671-une-chanceliere-made-rda?xtor=RSS-9>

UNION POLITIQUE :Hollande relève le défi de Merkel

Le Monde, Die Welt

"Une offre française pour l'Europe, enfin !" : Le Monde salue l'orientation européenne donnée par le président français lors de sa conférence de presse du 16 mai.

Ce fut une adresse. Aux Européens et à l'Allemagne. Lors de sa conférence de presse, François Hollande a enfin abandonné l'esquive et la politique de la chaise vide européenne qu'il pratiquait depuis son élection. [...] En affirmant que la France devait être un "trait d'union" entre le Nord et le Sud de l'Europe, le chef de l'Etat renonce à fédérer les pays latins contre l'Europe germanique.

Le quotidien estime par ailleurs qu'en appelant à "un gouvernement économique" de la zone euro, **François Hollande prend au mot Angela Merkel**, qui avait proposé, il y a un an, une union politique. A l'époque, il avait critiqué une proposition vide. Aujourd'hui, il lui donne un "contenu". Prendre les Allemands au mot, c'est la bonne stratégie. **Il y a de nouveau une offre française sur la table européenne.** Enfin ! Mais celle-ci ne sera crédible que si M. Hollande met en ordre la maison France.

En Allemagne, les propos de François Hollande ont été reçus avec beaucoup moins d'enthousiasme. *Die Welt* estime ainsi que sa "soi-disante offensive contient essentiellement des mesures que son prédécesseur avait déjà présentées", qu'il s'agisse du gouvernement économique européen que Sarkozy avait demandé en octobre 2008 devant le Parlement européen à Strasbourg ou de l'idée des obligations européennes qui pour des raisons tactiques ne s'appellent plus eurobonds chez Hollande, afin que les Allemands têtus les acceptent un jour.

Concernant son adresse à l'Allemagne, *Die Welt* rétorque que l'on doit interpréter l'attitude de Hollande qui consiste à "pester notoirement contre l'austérité allemande non seulement comme un positionnement idéologique, mais aussi comme une mesure tactique" :

en se présentant comme celui qui lutte contre le spectre du diktat de l'austérité à la Merkel, il essaie de gagner en marge de manœuvre pour, dans le meilleur des cas, faire passer des réformes impopulaires. **Angela Merkel devrait donc continuer de lui servir de punching-ball européen pendant encore un peu de temps.**

Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : jp.villaescusa@assemblee-afe.fr



L'Assemblée Nationale a voté mardi la fin de l'Assemblée des Français de l'Étranger telle que nous la connaissons jusqu'à ce jour.

Au regard des différences entre ce texte et celui adopté par le Sénat, une commission mixte paritaire, composée de 7 Sénateurs et 7 Députés, se réunira le 22 mai prochain pour tenter de parvenir à un accord